

l'Amérique latine contre les États-Unis. Au cours du débat d'hier, quelqu'un a parlé d'assujétissement. Il m'a été donné de voir le secrétaire d'État aux Affaires extérieures traiter avec certaines délégations aux Nations Unies. Je répugne à appliquer à l'honorable représentant l'épithète «entêté», mais je ne l'ai jamais vu donner dans l'assujétissement, ni hésiter à s'inscrire en faux contre les opinions des autres lorsqu'il estimait que cela était souhaitable et qu'il y allait de l'intérêt du Canada.

Le premier ministre n'a que faire de conseils sur la façon dont le Canada pourrait jouer un rôle aussi utile qu'indépendant dans les affaires internationales. Le premier ministre a tiré les choses au clair dans le célèbre discours qu'il a prononcé au collège de Dartmouth, peu après être devenu premier ministre. On ne saurait plus invoquer la servilité. Cet argument est démodé et même odieux. Le Canada peut différer d'opinion lorsqu'il estime avoir raison. Rien ne nous empêche d'être d'accord avec les États-Unis, non pas parce que c'est un pays riche et puissant et que nous craignons de le contrecarrer, mais parce que nous sommes du même avis qu'eux sur les grandes questions qui agitent le monde aujourd'hui, car ils prennent le parti de la justice et du droit.

J'ai entendu mon ami, le député de Parkdale, exprimer cette opinion avec brio, dans ma circonscription, il n'y a pas longtemps. Je trouve parfois que nos prétendus intellectuels, Gamaliels de la tribune des courriéristes parlementaires canadiens et les journalistes en général font preuve de trop d'antiaméricanisme. On confond souvent ce sentiment négatif avec le nationalisme canadien. A mon avis, le temps est bien mal choisi pour adopter une attitude hostile envers les États-Unis. Rien n'est plus facile que de trouver à redire d'un pays qui porte le fardeau qui accompagne le titre de premier pays du monde. Au dix-neuvième siècle, le passe-temps favori des intellectuels consistait à tordre la queue du lion; aujourd'hui, on s'amuse à plumer l'aigle.

Les sombres jours que nous vivons ne sont guère propices à pareille activité. Il faut admettre que, même s'il y a longtemps que nous pouvons affirmer notre indépendance—et, à vrai dire, nous le faisons—quand une action s'impose le Canada et les États-Unis sont de la même équipe. Je tremble quand j'entends des Canadiens comparer les objectifs des États-Unis à ceux de l'Union soviétique et déclarer avec une délicate impartialité: «La peste soit des deux. Nous marcherons sur les pieds de l'un comme de l'autre.»

Les relations entre les États-Unis et ses voisins du Sud ont connu des mauvais jours. Je pense que les pires, ce sont ceux du temps

[M. Macquarrie.]

de Theodore Roosevelt, tandis que c'est à l'époque d'un président américain du même nom que les relations furent les meilleures. Les États-Unis ont appris bien des choses dans leurs relations avec leurs voisins d'Amérique latine et avec le Canada. Le récent programme du président Kennedy, *Alianza para el progreso*, empreint d'imagination et d'esprit à longue vue, est conçu pour améliorer les relations grâce à une direction unifiée excluant la suprématie des États-Unis. Hier, le ministre associé de la Défense nationale a exposé l'énorme contribution, en gros 20 milliards de dollars, que les États-Unis sont prêts à apporter à l'Amérique latine qui s'est sentie, avec raison peut-être, un peu laissée de côté ces dernières années, marquées pour Washington par une série de crises qui requéraient toute son attention.

Le discours de M. Dillon, principal délégué américain à la Conférence interaméricaine, m'a impressionné au plus haut point. Il a commencé en citant une déclaration du libérateur cubain José Martí qui a dit:

Nous, Américains, sommes liés par notre origine, nos espoirs et nos périls.

Et M. Dillon d'ajouter:

Nous nous réunissons aujourd'hui pour concrétiser cette pensée. Nous sommes liés par notre origine commune, stimulés par nos espoirs communs et déterminés à vaincre nos périls communs.

Même si de grandes divergences de vues nous séparent de beaucoup de peuples de l'Amérique latine, et certes des États-Unis, nous avons tant de points en commun que nous ne pouvons pas dire, que nous n'osons pas dire, que ce qui est arrivé ne nous touche pas vivement, ni ne nous préoccupe, car c'est un fait. Comme le disait l'ambassadeur Adlai Stevenson:

Nous ne pourrions trouver de puissants alliés contre un ennemi commun tant qu'un de nos pays d'Amérique sera miné par le marasme et la décadence sociale.

Où, comme le ministre associé de la Défense l'a dit hier:

Notre sort sera d'autant meilleur que celui de nos voisins de l'Amérique latine le sera.

En faisant progresser et en renforçant cette région du monde, nous favoriserons l'avènement d'un monde meilleur, et nous renforcerons les causes auxquelles nous nous sommes voués. Heureusement, nous sommes en mesure d'aider. Je suis convaincu que nous le ferons de plus en plus. Il n'est pas dans l'habitude des Canadiens de manquer à leurs responsabilités envers le monde.

Dans cette partie du monde à laquelle je me suis arrêté ces dernières minutes, j'estime que l'occasion est magnifique et le défi important, mais nous sommes heureusement en mesure de répondre aux deux. Je souhaite